

Nouveaux fronts: l'expansion du djihadisme redessine les frontières du Bénin, du Niger et du Nigeria

Auteur Héni Nsaibia

Visuels par Christian Jaffe

Les données d'ACLED sur le Bénin sont fournies par un consortium dirigé par l'Institut Clingendael.

Depuis le début de l'année 2024, les campagnes violentes menées par les groupes djihadistes du [Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans \(GSIM\)](#), affilié à Al-Qaïda, et de l'[État islamique dans le Grand Sahara \(EIGS\)](#) redessinent profondément le paysage sécuritaire du Sahel et de ses zones frontalières littorales. Ces groupes ont considérablement élargi leur champ d'action, transformant les régions situées entre le Sahel et les côtes — souvent désignées sous le nom d'Afrique de l'Ouest côtière ou « zones frontalières littorales » — en un foyer actif de conflit. Les données d'ACLED montrent que le GSIM et l'EIGS sont entrés dans une nouvelle phase d'expansion, marquée par une influence croissante dans les régions frontalières entre le Niger, le Nigeria et le Bénin — un phénomène qui s'inscrit dans une dynamique régionale plus large d'expansion djihadiste, [exposant au conflit](#) une proportion toujours plus importante de la population civile.

Ces régions frontalières ont connu, ces dernières années, une nette intensification des violences. Les régions de Dosso et Tahoua au Niger, ainsi que le département de l'Alibori au Bénin, comptent parmi les zones les plus touchées. Selon les données d'ACLED, depuis 2023, ces régions ont enregistré une augmentation significative du nombre d'incidents de violence politique signalés, tandis que le nombre de décès rapportés associés a doublé. L'engagement croissant du GSIM et de l'EIGS dans des activités transfrontalières suggère que cette région frontalière revêt une importance stratégique accrue pour leurs ambitions d'expansion djihadiste. Ces groupes tirent parti de la porosité des frontières pour consolider leur présence, poser les bases de proto-États et entraver les efforts militaires visant à contenir leurs zones d'opérations. Ces développements interviennent dans un contexte de profondes transformations géopolitiques, marqué notamment par des reconfigurations d'alliances régionales et la rupture des liens avec d'anciens partenaires occidentaux.

L'émergence d'un nouveau front

L'expansion djihadiste à partir des bastions traditionnels du centre du Sahel remonte au moins à 2016, lorsque les groupes précurseurs du GSIM, la Katiba Macina et Ansaroul Islam, ainsi que l'État islamique au Sahel (EIS), précurseur de l'EIGS, ont étendu leur rayon d'action vers le nord du Burkina Faso et du Niger. Ce tournant a marqué une transformation importante dans la structure et les objectifs de ces groupes. Fondé en mars 2017 à la suite d'une fusion de quatre groupes préexistants (l'Émirat d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique au Sahara, Al-Mourabitoune, Ansar Dine et la Katiba Macina), le GSIM a adopté une stratégie axée sur la conclusion d'alliances locales, contrastant fortement avec l'approche de l'EIGS, qui reproduisait la [violence et la brutalité](#) de son organisation mère, l'État islamique. Entre fin 2017 et début de 2018, le GSIM et l'EIGS ont poursuivi leur expansion vers le sud-ouest du Niger et l'est du Burkina Faso, des zones amenées à jouer un rôle clé par la suite dans l'extension vers le littoral ouest-africain.

Cependant, des divergences idéologiques croissantes et une rivalité grandissante entre les deux groupes djihadistes ont alimenté un climat de méfiance et d'animosité¹. Dès le milieu de l'année 2019, cette dynamique a débouché sur une surenchère violente, marquée par des [offensives parallèles](#) contre les forces étatiques,² mais aussi par les premiers débordements violents du GSIM et de l'EIGS (alors faction du Grand Sahara de la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique) en direction du Bénin et du Nigeria.

Au début de l'année 2020, la rivalité entre les deux groupes a dégénéré en conflit ouvert pour le contrôle territorial dans le centre du Mali et dans la région des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, connue sous le nom de région du Liptako-Gourma. Dans cette phase, le GSIM a consolidé son influence dans le centre du Mali et une grande partie du Burkina Faso — y compris dans l'est du pays — repoussant ainsi l'EIGS. Ce dernier a quant à lui consolidé sa présence dans la zone des trois frontières du Liptako-Gourma.³ À partir de 2021 et 2022, en faisant de l'est du Burkina Faso sa base opérationnelle — en particulier les provinces de la Komienga, de la Tapoa et du Koupelogo — le GSIM est parvenu à étendre ses opérations vers le sud, au Bénin et au Togo.⁴

Entre 2023 et 2024, le GSIM et l'EIGS ont intensifié leurs opérations dans les régions frontalières entre le Bénin, le Niger et le Nigeria, contribuant à faire de ces zones une ligne de

¹ [Jacob Zenn and Colin P. Clarke, "Al Qaeda and ISIS Had a Truce in Africa—Until They Didn't," Foreign Policy 26 May 2020](#); [Héni Nsaibia, "The Conflict Between Al-Qaeda and the Islamic State in the Sahel. A Year On," ISPI, 15 February 2021](#)

² [Clionadh Raleigh, Héni Nsaibia, and Caitriona Dowd, "The Sahel Crisis Since 2012," African Affairs, January 2021](#)

³ [Héni Nsaibia, "The Conflict Between Al-Qaeda and the Islamic State in the Sahel. A Year On," ISPI, 15 February 2021](#)

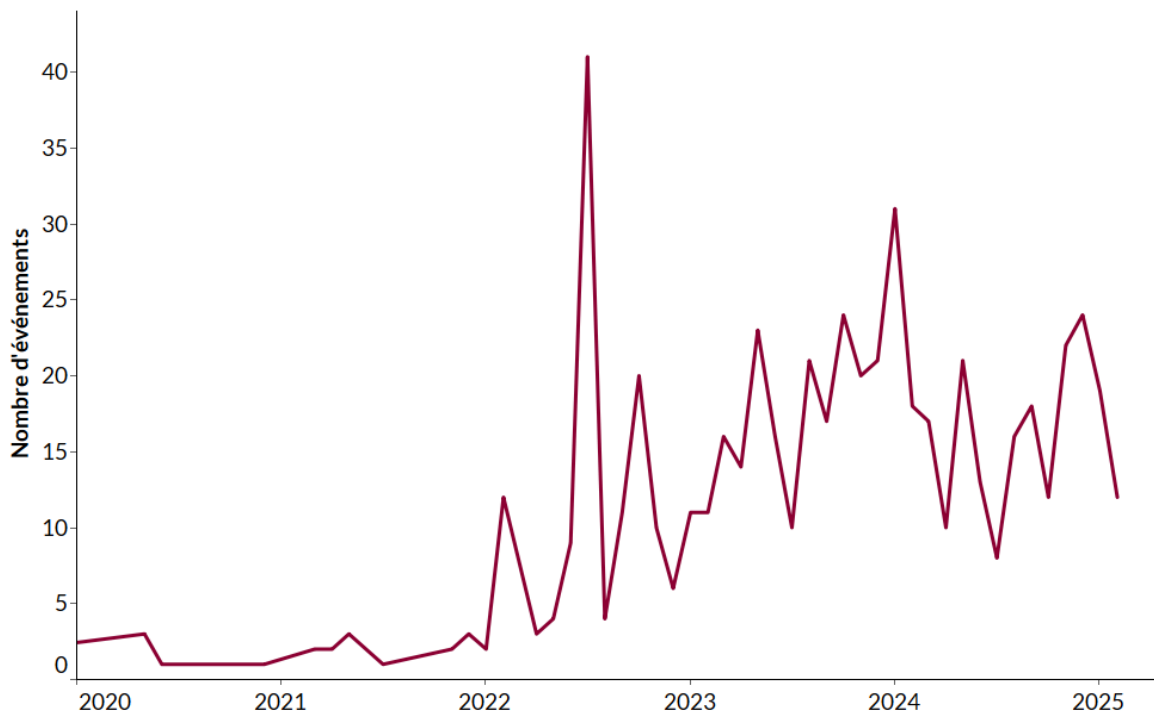
⁴ [Kars de Bruijne, "Conflict in the Penta-Border Area: Benin's Northern Jihad from the perspective of its neighbours," Clingendael Institute, December 2022](#)

front instable (*voir le graphique ci-dessous*). Cette nouvelle poussée vers le sud, portée par des campagnes violentes et continues, est motivée par la recherche constante de nouveaux effectifs et d'opportunités de recrutement, à mesure que ces groupes insurgés continuent de croître et de renforcer leurs rangs,⁵ ainsi que par la nécessité d'accéder plus facilement à certaines ressources au moyen de réseaux de contrebande et de commerce illicite, tous deux essentiels à leurs opérations. Leur implantation dans des zones reculées et moins sécurisées a également permis aux deux groupes d'établir de nouvelles bases opérationnelles et de renforcer leurs réseaux logistiques. Cette dynamique a néanmoins alimenté des conflits territoriaux et a eu de lourdes répercussions sur les populations locales, de plus en plus souvent exposées aux feux croisés de la confrontation armée.

Les violences attribuées au GSIM et à l'EIGS au Sahel et dans les zones frontalières littorales



Janvier 2020 - Février 2025



* Comprend la région de Dosso au Niger, les départements de l'Alibori et de l'Atacora au Bénin, la région des Savanes au Togo, ainsi que les États de Sokoto et de Kebbi au Nigeria

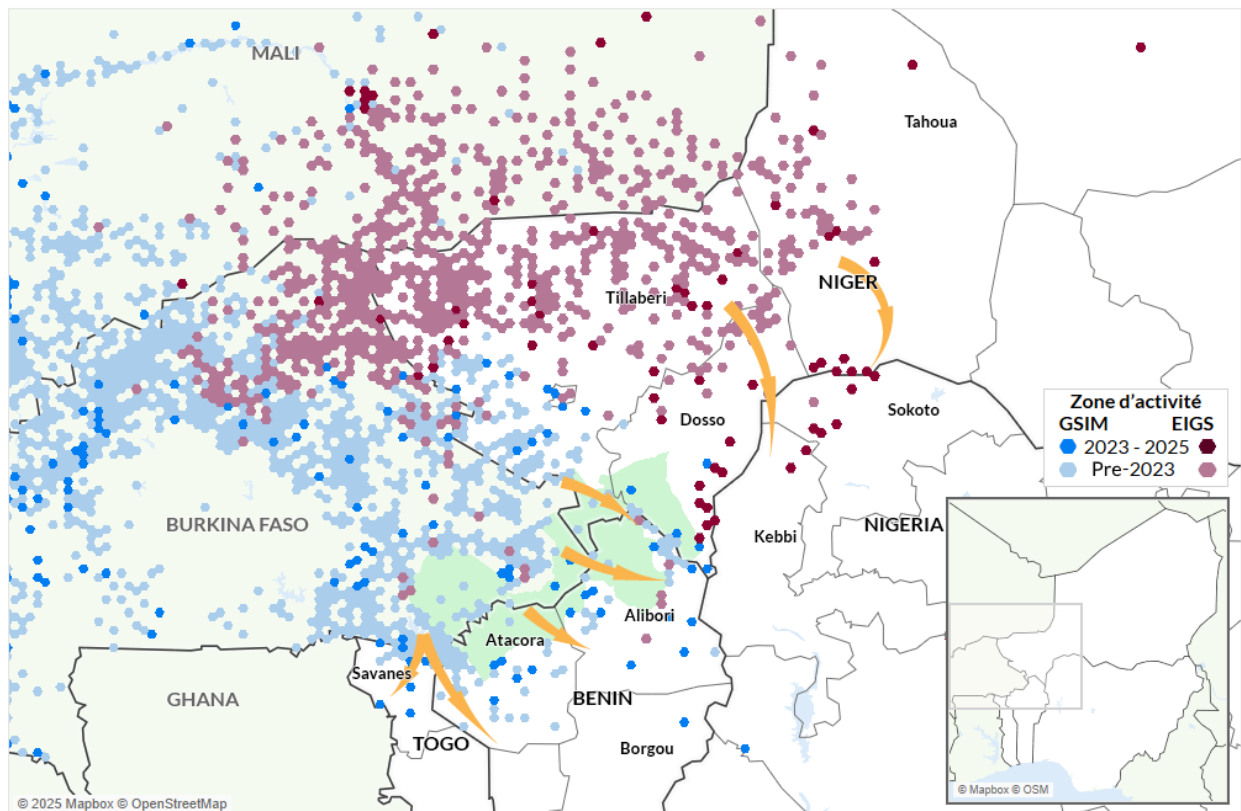
⁵ Le GSIM et l'EIGS organisent fréquemment de grands rassemblements de combattants à l'occasion de camps d'entraînement, de cérémonies ou de préparatifs d'attaques, comme en témoigne leur matériel de propagande.

Comment le GSIM et l'EIGS progressent vers le sud

Les attaques violentes du GSIM et de l'EIGS ont considérablement augmenté dans les zones frontalières entre le Sahel et les régions littorales, chaque groupe recourant à des tactiques distinctes. Tous deux ont, en effet, débordé de leurs zones d'opération traditionnelles du Sahel vers le Bénin et le Nigeria, croisant leurs trajectoires dans les régions frontalières du sud-ouest du Niger (*voir la carte ci-dessous*).

L'expansion du GSIM et de l'EIGS dans le Sahel et les zones frontalières littorales

Janvier 2023 - Février 2025



Le GSIM a utilisé l'est du Burkina Faso et le sud-ouest du Niger comme zones d'appui pour étendre ses activités vers le Bénin dès 2021, puis vers le Togo en 2022. Depuis le début de l'année 2024, il consolide sa présence dans le nord du Bénin et le sud de la région de Dosso au Niger. Dans ces zones, le GSIM s'est implanté au sein de la zone protégée du complexe W-Arly-Pendjari, y compris le Parc W, d'où il a mené sa campagne le long de la frontière entre le Bénin et le Niger, ce qui a par ailleurs permis de faciliter ses mouvements vers le Nigeria.⁶

⁶ Données fournies par le partenaire d'ACLED, l'Institut Clingendael

Pour faire valoir sa présence, le GSIM a également eu recours aux médias et à des campagnes de propagande revendiquant plusieurs opérations au Bénin, au Niger et au Togo.⁷

L'EIGS, qui a pour origine et opère à partir de ses [bases stratégiques](#) dans les régions de Ménaka au nord-est du Mali et de Tillabéri et Tahoua au Niger,⁸ a quant à lui renforcé ses activités dans le nord et le centre de Dosso, en adoptant notamment des tactiques relevant de la guerre économique, en particulier en attaquant l'oléoduc reliant le Niger au Bénin. La stratégie initiale de l'EIGS consistait principalement à exercer des activités non violentes, telles que la collecte de la *zakat* (aumône ou taxe), la gestion clandestine de lignes d'approvisionnement et l'acheminement de forces et de renforts à travers l'arrière-pays de Dosso en direction du Nigeria. Si plusieurs routes traversant le Dosso constituaient initialement un couloir d'approvisionnement privilégié pour le groupe, l'EIGS a ensuite transformé celui-ci en zone de soutien. Au début de l'année 2024, lorsque le groupe a commencé à lancer des attaques contre les forces de sécurité, les civils et des infrastructures stratégiques, ce couloir s'est transformé en zone de combat.

Certains médias ont attribué à tort l'augmentation des violences le long de la frontière entre le Niger et le Nigeria à un « nouveau groupe terroriste » connu sous le nom de « Lakurawa »⁹. Loin d'être un nouveau groupe, ses militants entretiendraient depuis longtemps des relations avec l'EIGS, exploitant l'instabilité chronique du centre du Sahel.¹⁰ En réalité, les attaques attribuées au soi-disant Lakurawa sont des [opérations bien établies de l'EIGS](#) dans la région de Dosso au Niger et dans les États nigériens du nord-ouest, notamment le Sokoto et le Kebbi.¹¹ Cette erreur de désignation ne tient pas compte de la façon dont les groupes comme le GSIM et l'EIGS opèrent et s'adaptent aux évolutions du terrain lorsqu'ils infiltrent, se disputent et consolident leur présence sur un territoire. Elle occulte aussi le recours à des tactiques hybrides mêlant auto-défense, insurrection et banditisme – des réalités complexes et souvent mal comprises ou décrites en des termes simplificateurs ou dépassés dans les rapports officiels et les médias.

L'EIGS qui s'est distingué par sa discrétion, ses opérations clandestines d'infiltration et son implantation le long de la frontière entre le Niger et le Nigeria, étend à présent ses opérations

⁷ [X @CEENASA396971, 5 October 2024](#); [X @CEENASA396971, 30 December 2024](#); [X @CEENASA396971, 10 January 2025](#); [X @CEENASA396971, 27 January 2025](#); [X @CEENASA396971, 5 February 2025](#) (ACLED mène une veille des activités de communication des groupes djihadistes au Sahel, dont le GSIM et l'EIGS, en particulier via leurs comptes sur les réseaux sociaux)

⁸ [Phillipe Chapeau, "Au Sahel, le djihad s'est mis à la moto." Ouest-France, 12 décembre 2019](#)

⁹ [Deutsche Welle, "Ce qu'il faut savoir au sujet du groupe terroriste Lakurawa." 13 décembre 2024](#); [Salif Omar, "Le Nigeria réfute les accusations du Niger de servir de "base arrière" pour sa "déstabilisation"." Anadolu Agency, 22 décembre 2024](#)

¹⁰ [John Sunday Ojo and Ezenwa E. Olumba, "Nigeria's terror group Lakurawa is nothing new – it exists because of government's failure: analysts." The Conversation, 17 November 2024](#); [RFI, "Nigeria : inquiétudes face à la reprise des incursions d'un groupe armé surnommé «Lakurawa»." 9 novembre 2024](#)

¹¹ [International Crisis Group, "South-western Niger: Preventing a New Insurrection," 29 April 2021](#);

L'auteur a également recueilli des informations supplémentaires à travers des recherches ciblées, l'analyse de matériel de propagande militant, ainsi que des rapports non accessibles au public, transmis par des informateurs, sources ou réseaux locaux clés au Niger ayant requis l'anonymat.

en direction de la frontière béninoise¹². L'expansion du GSIM et de l'EIGS suit des trajectoires géographiques différentes mais leur présence se chevauche dans la région de Dosso au Niger, plus particulièrement dans les communes de Gaya et Dioundiou (*voir la carte ci-dessous*). Ce chevauchement du GSIM et de l'EIGS dans les mêmes zones a contribué à créer une situation complexe et volatile en raison de la diversité de leurs tactiques, ainsi que de leurs objectifs opérationnels et de leur rapport à la violence.

Par exemple, le GSIM a mené une série d'attaques contre des positions tenues par des forces militaires et de sécurité,¹³ et s'est efforcé de s'implanter dans les communautés des deux côtés de la frontière entre le Bénin et le Niger en faisant du prosélytisme, en sensibilisant les communautés et en s'impliquant dans les économies locales et le commerce illégal. Parallèlement, l'EIGS a mené des attaques similaires en se livrant à des affrontements armés avec les forces militaires et de sécurité. Toutefois, l'EIG se distingue par son approche plus agressive et son recours à la guerre économique, en ciblant notamment un oléoduc, en particulier la section entre Bela et Lido qui traverse la commune de Dioundiou.¹⁴ Plus récemment, le groupe a également commencé à cibler des civils à plus grande échelle, en se livrant notamment à des exactions de masse, comme cela s'est produit le 22 février 2025, lorsque de probables combattants de l'EIGS ont attaqué plusieurs villages autour de Koutoubou, dans la commune de Dioundiou, à la frontière avec le Nigeria.

Le GSIM et l'EIGS opèrent tous deux à Gaya, ce qui a pour effet d'instaurer une dynamique de concurrence, les deux groupes se disputant l'influence et le contrôle de la même zone géographique. Il n'est pas exclu qu'à ce stade précoce d'infiltration et de dispute territoriales, les deux groupes établissent un *modus vivendi* sous la forme d'une coexistence ou d'une délimitation de leurs zones d'opération respectives dans le cadre d'un effort plus large de déstabilisation du territoire. Quoi qu'il en soit, compte tenu de l'inimitié et des guerres de territoires prolongées et létales dans lesquelles s'affrontent le GSIM et l'EIGS ailleurs dans la région, il est probable que cette proximité territoriale augmente à terme le risque d'une concurrence et d'une confrontation plus exacerbées.

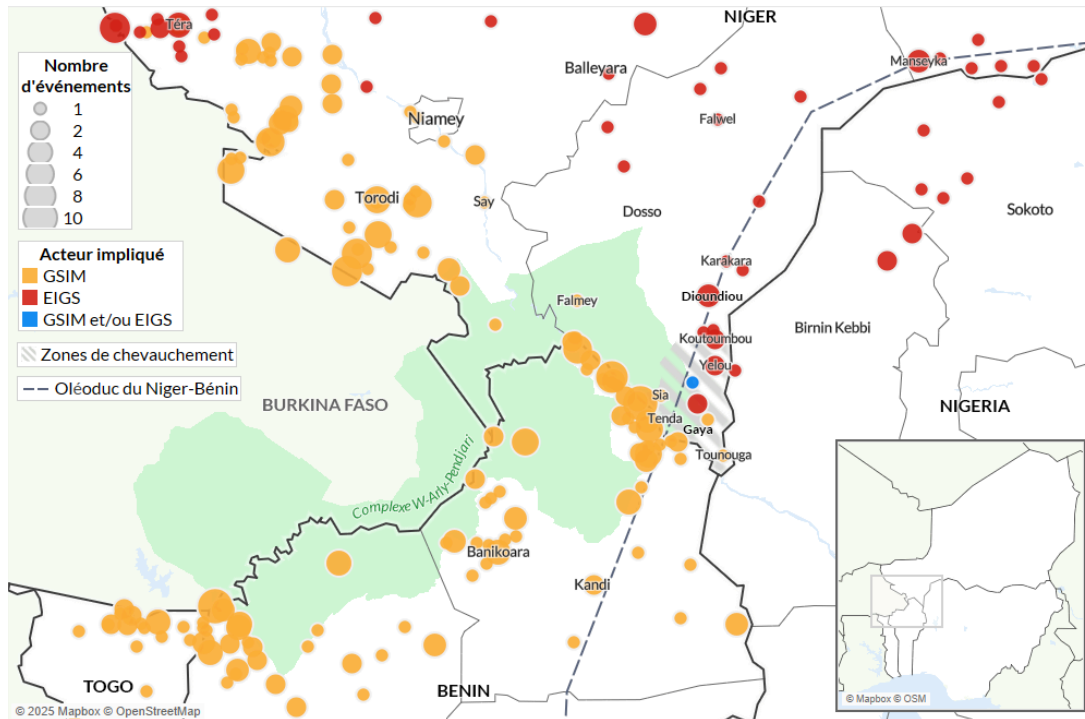
¹² [Kars de Bruijne and Clara Gehrling, "Dangerous Liaisons: Exploring the risk of violent extremism along the border between Northern Benin and Nigeria," Clingendael Institute, June 2024](#)

¹³ Ces attaques comprennent des opérations revendiquées par le GSIM à Falmey, Sia, Tounouga et Gouiwa, dans la région de Dosso.

¹⁴ Un autre foyer de violence se trouve dans la zone de Muntseka (également connue sous le nom de Manseyka), dans la région de Tahoua, près de la frontière régionale avec Dosso, où l'EIGS a également ciblé un oléoduc et s'est livré à des affrontements armés contre les forces militaires et de sécurité.

Violences politiques et destructions de biens par le GSIM et l'EIGS au Sahel et dans les zones frontalières littorales

Janvier 2024 - Février 2025



Lutte territoriale et impact social de l'expansion militante

L'expansion du GSIM et de l'EIGS au Sahel et dans les zones frontalières littorales s'accompagne de changements significatifs dans les dynamiques sociales au sein des communautés affectées. À mesure que ces groupes affermissent leur contrôle sur des nouvelles zones, ils interagissent avec la population civile, influençant ainsi les normes sociales et les activités économiques.

Dans le nord du Bénin et dans la région de Dosso au Niger, les interactions entre les groupes militants djihadistes et les populations locales ont évolué à mesure que ces groupes y ont délaissé une simple présence passagère au profit d'un ancrage plus stable.¹⁵ Initialement, les militants circulaient souvent dans ces régions sans entrer en contact avec la population civile. Cette transition s'est caractérisée par le recours stratégique à la sensibilisation religieuse et à

¹⁵ [Kars de Bruijne, "Conflict in the Penta-Border Area: Benin's Northern Jihad from the perspective of its neighbours." Clingendael Institute, December 2022](#)

l'engagement communautaire, notamment par la mise en place de camps et des lieux d'hébergement à proximité des villages, ainsi que par des campagnes de recrutement, des prêches dans les mosquées et par la participation aux activités religieuses locales.¹⁶ Ces interactions sont perçues comme un moyen pour les militants de s'ancrer dans les communautés et de propager leur idéologie.

Le GSIM, en particulier, se distingue par un discours religieux explicite, qui inclut fréquemment des mises en garde contre toute collaboration avec les forces militaires et de sécurité. Cette stratégie de communication vise non seulement à ancrer la présence du groupe dans le quotidien des populations locales, mais également à établir un ensemble de règles encadrant les relations entre civils et militants.¹⁷ La présence visible des militants dans les espaces publics, notamment dans les mosquées, illustre leur volonté de s'imposer comme une composante régulière et reconnue de la vie communautaire.

Sur le plan économique, les zones sous l'influence des groupes militants tendent à s'organiser de plus en plus autour de leurs [besoins logistiques](#). Dans certaines parties du nord du Bénin, les économies locales ont commencé à s'adapter à la présence des militants, en facilitant le commerce illicite et les opérations de contrebande, qui comprennent notamment l'approvisionnement et la distribution de carburant et d'autres biens essentiels.¹⁸ L'implication des militants dans le commerce local se fait souvent de manière coercitive: ils imposent les conditions d'échange et intègrent leurs opérations à l'économie locale sous couvert de protection et d'ordre.

Par ailleurs, la nature coercitive des interactions entre ces groupes et les civils se manifeste par l'imposition de règles strictes de conduite, fondées sur leur interprétation de la charia, avec des sanctions sévères en cas de non-respect. Ces pratiques constituent non seulement un outil de contrôle social, mais également un levier pour assurer la pérennité des opérations des militants à travers l'exploitation économique et l'intégration progressive aux marchés locaux.

La montée des violences dans la région s'explique souvent par les affrontements territoriaux entre groupes djihadistes cherchant à étendre leur influence. L'avancée stratégique de ces

¹⁶ Données issues du partenaire d'ACLED, l'Institut Clingendael. Au début de l'année 2023, les militants du GSIM ont par exemple lancé une campagne de recrutement dans les villages situés autour de Koabagou, dans la région de l'Atacora. Fin février 2024, une dizaine de jeunes, portés disparus depuis près d'un an, sont retournés dans le village de Mamassi-Gourma, situé dans l'Alibori. Suspectés d'avoir reçu une formation militante, leur retour semble avoir coïncidé avec une période de congé temporaire, en dehors de leurs activités opérationnelles. Au cours du même mois, plusieurs activités non violentes attribuées au GSIM ont été signalées dans la commune de Karimama. À Mamassi Peuh, environ 10 militants ont été aperçus en train de prier et de se réapprovisionner en nourriture et en carburant. Une vingtaine de militants auraient également effectué une visite similaire à Monsey, où ils auraient prié aux côtés de la population locale avant de repartir. Par ailleurs, un autre groupe d'environ 10 militants aurait séjourné pendant plusieurs jours dans la village de Kofounou.

¹⁷ Résultat des recherches ad hoc de l'auteur pour l'Institut Clingendael sur les messages religieux militants dans le nord du Bénin, novembre 2023.

¹⁸ Données issues du partenaire d'ACLED, l'Institut Clingendael, et des recherches menées par l'auteur pour l'Institut Clingendael.

groupes dans de nouveaux territoires se heurte généralement à la résistance des forces de sécurité locales, qui tentent de reprendre ou maintenir le contrôle. Ce processus alimente un cycle d'agressions et de représailles, marqué par des attaques militantes et des contre-offensives militaires, contribuant ainsi à une instabilité persistante. Dans les zones où la présence étatique est limitée, certaines communautés civiles prennent les armes pour défendre leurs villages en formant des groupes d'autodéfense — un phénomène également observé ailleurs dans la région — tels que les zankai dans la région de Tillabéri au Niger, [les milices touarègues et arabes](#) dans la région de Tahoua, ou encore les Yansakai dans le nord-ouest du Nigeria.¹⁹ La prolifération de ces milices favorise des dynamiques de conflit qui exacerbent les tensions ethniques pré-existantes, à travers l'armement des communautés et la militarisation des identités, transformant les violences localisées en véritables [conflits intercommunautaires](#). À mesure que le GSIM et l'EIGS poursuivent leur expansion territoriale, leur impact sur les communautés locales se fait de plus en plus profond, touchant tour à tour les pratiques culturelles, les activités économiques, la gouvernance locale et la sécurité quotidienne.

Faire face aux défis régionaux persistants

Face à l'expansion continue des djihadistes et à la montée de l'insécurité transfrontalière, l'annonce récente des États du Sahel central visant à constituer une force conjointe de 5 000 hommes souligne l'urgence d'un renforcement de la coopération régionale.²⁰ Si ce sont désormais le Burkina Faso, le Mali et le Niger — pays s'étant retirés de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) — qui portent cette initiative, les efforts précédents, tels que la Force conjointe G5 du Sahel aujourd'hui dissoute, ainsi que d'autres initiatives régionales, mettent en lumière les difficultés structurelles persistantes dans la conduite et le maintien d'opérations conjointes efficaces.

Les tensions entre pays voisins — notamment entre le Bénin et le Niger, ainsi qu'entre le Niger et le Nigeria — ont déjà freiné les efforts de coordination sécuritaire, permettant aux groupes djihadistes d'exploiter les zones frontalières dans un contexte de crispations politiques accrues, en particulier à la suite du [coup d'État de juillet 2023 au Niger](#). Dans ce contexte, la force conjointe proposée s'aligne sur les objectifs des États du Sahel central, à savoir lutter contre les rébellions et les insurrections et repousser les agressions militaires extérieures, dans le cadre d'un pacte de défense et d'une confédération nouvellement constitués. Cependant, cette initiative ne vise pas à combler les fractures existantes ni à traiter l'ensemble de la menace géographique, qui s'étend désormais à plusieurs États côtiers voisins.

En 2021, plusieurs opérations militaires coordonnées ont pourtant témoigné d'un niveau de coopération régionale notable. Des opérations comme l'opération Sama (menée par la Force conjointe du G5 Sahel au Niger et au Burkina Faso), la série d'opérations Taanli (impliquant les forces burkinabè et nigériennes), ou encore l'opération Tourbillon Vert (conduite conjointement

¹⁹ [Delina Goxho, "Self-defense Militia Groups in Niger: Risking a Time Bomb," Megatrends Africa: Policy Brief 17, October 2023; Abiodun Jamiu, "A Rural Crime Wave in Nigeria," New Lines Magazine, 31 March 2022](#)

²⁰ [Zarami Boulama, "Alliance des États du Sahel : Une force de 5000 hommes bientôt opérationnelle dans l'espace confédéral" Agence Nigérienne de Presse \(APN\), 22 janvier 2025](#)

par le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali) ont illustré la capacité des États sahéliens à coopérer sur de vastes zones géographiques.

Cependant, les coups d'État militaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger entre 2020 et 2023 ont profondément fragilisé les perspectives de réponses coordonnées et durables. Ces bouleversements politiques ont non seulement affaibli la coopération régionale, mais ont aussi entraîné un réalignement des partenariats internationaux. Le retrait des soutiens militaires occidentaux — notamment celui de la France (août 2022),²¹ de l'Allemagne (août 2024),²² et des États-Unis (septembre 2024)²³ — ainsi que la décision des autorités maliennes de mettre fin à la mission de maintien de la paix de la MINUSMA (dont le mandat a officiellement pris fin en juin 2023),²⁴ ont laissé un vide que les groupes djihadistes ont rapidement su exploiter. Le fardeau de la lutte incombe désormais aux forces régionales, qui rencontrent des difficultés en matière de logistique, de coordination et de maintien de la pression sur les groupes militants. L'expansion djihadiste continue et l'ancrage progressif des groupes armés le long des frontières entre le Bénin et le Niger ainsi qu'entre le Niger et le Nigeria, mettent en évidence l'absence persistante de stratégies de sécurité régionales efficaces et les obstacles structurels à la mise en œuvre d'actions concertées contre les groupes djihadistes.

La stabilité future de la zone frontalière entre le Niger, le Nigeria et le Bénin dépendra largement de la capacité de ces États à améliorer leur coopération et coordination militaire et sécuritaire. Si ces efforts venaient à échouer et que la présence des forces militaires et de sécurité continuait de diminuer, il existe un risque que les populations locales, influencées par d'autres communautés au Niger et au Nigeria qui rejettent le militantisme djihadiste et le banditisme, prennent les armes pour assurer leur propre défense. Un tel développement transformerait non seulement les dynamiques actuelles du conflit, mais pourrait aussi reconfigurer en profondeur le paysage sécuritaire de ce sous-ensemble régional.

Ce rapport a été écrit en anglais puis traduit en français. Les lecteurs doivent se référer au rapport en anglais en cas de divergence.

²¹ [Le Monde](#). “France completes military pullout from Mali.” 15 August 2022

²² [Deutsche Welle](#). “Germany withdraws troops from junta-run Niger.” 30 August 2024

²³ [Haley Britzky](#). “US military completes withdrawal from Niger.” CNN, 16 September 2024

²⁴ [UN News](#). “UN Security Council terminates Mali peacekeeping mission.” 30 June 2023